



Cher Adhérent-e-,

Nous ne pensions pas que nous serions « enfermés » aussi longtemps. De fait, cette situation perdure, et nous devons nous y contraindre pour la sécurité de tous.

Une adresse mail est disponible pour tout contact : upr.sud@numericable.fr

Pour ce qui concerne les affaires juridiques, rien n'a réellement avancé dans la période. Notre cabinet d'avocats continue de travailler, mais il nous a fait parvenir le message suivant :

« En cette période de confinement, nous sommes en télétravail. Le standard du cabinet n'est pas opérationnel. Nous avons pris les mesures pour assurer le suivi des dossiers. Merci de répercuter cette information à ceux de vos adhérents qui seraient inquiets : nous continuons le travail malgré les mesures prises et veillerons au respect des délais de procédure. »

Pour celles ou ceux qui ont achevé leurs dossiers avant le confinement, ceux-ci sont donc pris en charge. Pour les autres, il faudra attendre que les activités reprennent.

BATTRE LE CORONAVIRUS ET LE VIRUS ANTISOCIAL

Dans cette période, l'activité syndicale n'a pas été suspendue, même si elle est plus difficile, le virtuel, cela aide, mais ne remplace pas le réel, le contact. L'action pour la justice sociale en est perturbée. Mais, elle continue, dans de nombreux secteurs et pour les retraités.

Les diverses déclarations présidentielles et celles des ministres, ne rassurent pas, au contraire. **Tout a commencé et se poursuit par un grand raté, social, sanitaire et humain.**

Pas de masques, de gel hydroalcoolique, de tests, de lits, d'appareils respiratoires, manque de soignants, des ordres et contre-ordres, des mensonges honteux, comme « le masque (parce qu'ils n'en n'avaient pas) ou les tests ne servent à rien », ou, après un fabuleux « sortez, regardez, moi, je suis au théâtre » mise en place d'un confinement à géométrie variable, où on envoie s'entasser des salariés dans des transports pour aller au boulot, sans protection, y compris dans des activités qui ne sont nécessaires... qu'aux dividendes et profits.

La réouverture des écoles aggrave l'inquiétude, tant il est évident qu'elle ne résulte que d'une exigence du medef. De nombreux retraités ont été durement frappés, en particulier dans les Ehpad, où ils ont été souvent abandonnés à la maladie, dans l'isolement, l'absence de soins.

La crise sanitaire, l'absence de soins, n'est pas le fait du hasard, du pas de chance. C'est le résultat d'une longue politique de destruction de l'hôpital public, de la santé pour tous, du service public en général. 80.000 lits fermés en quelques années. Suppressions de personnel. Affaiblissement de la recherche qui ne rapporte pas aux actionnaires. Rabotage des moyens. Alors, les belles paroles que l'on entend, ce ne sont que des paroles à cet instant.

Louer cette population qu'il appelait naguère « les liens », et qu'il faisait réprimer, c'est bien. Parler du rôle indispensable du service public (après l'avoir démoli) et de tous ceux qui travaillent pour servir la vie de tous, c'est mieux que le mépris qui était mode. Mais c'est parler.

Ce mépris, ce cynisme, que l'on retrouve dans les médias, inécoutables où plus aucune pluralité n'existe, dans un journalisme qui n'est pas journalisme mais propagande. .../...

Ce cynisme qui a conduit Macron à citer « les jours heureux ». Ce n'est pas innocent. **Les jours heureux** c'est le titre du programme du conseil national de la résistance : La sécurité sociale, les retraites, la création d'EDF, les grandes nationalisations, la liberté de la presse...

Toutes ces grandes mesures de l'après-guerre qui ont été notre modèle social. Soit : l'exact contraire de la politique de Macron qui, à la suite de ses prédécesseurs, est en train de tout détruire, de nos droits sociaux comme de la privatisation du bien commun.

Quant à la liberté de la presse...

Que dire des propos d'un Calvi, payé 100 000 € par mois, oui, qui dénonce, en pleine pandémie, « *la pleurniche permanente hospitalière* », ces soignants qui demandent des moyens pour notre santé à toutes et tous et qui risquent leur vie ?

D'un Barbier qui ose déclarer « *le virus tue essentiellement des personnes âgées qui de toute façon n'auraient pas survécu plus de deux ou trois années* ». Quelle honte !

Et un autre jour il ajoute : « *Va-t-on arrêter l'économie pour sauver des personnes déjà d'âge avancé ?* ». Comment peut-on proférer de telles insanités ? C'est le cynisme... libéral qui est maître d'antenne du matin au soir !

Au-delà des paroles, belles ou nauséabondes, il y a les actes. Outre que l'on peut juger, preuve à l'appui, le résultat des dégâts fait dans le service public, on constate :

- **Une loi d'urgence dite « sanitaire » (sic)** qui est une 3^{ème} loi de destruction du code du travail (60h semaine, réduction du temps de pause entre deux séances de travail, RTT et congés à la moulinette). Et, le comte DE, patron du medef, et les (ses) ministres montent au créneau, pour dire qu'après, il faut nous faire payer l'addition sociale !
- **Rien, rien, rien, pour faire payer ceux qui se sont accaparés toutes les richesses,** et qui continuent, malgré la pandémie, à s'offrir les dividendes, sans honte ni partage. Rien pour les 100 milliards d'évasion fiscale des riches, le CICE, ou l'ISF qui a été supprimé.

Des bruits, que le pouvoir laisse, pas innocemment, circuler, annonceraient l'abandon du projet de retraite par points. Ce ne sont que des bruits, rien d'acté. Mais si cela est vrai, ce serait une bonne chose, le peuple aura eu alors, cette fois, le dernier mot.

C'est la lutte, qui n'est que suspendue avec le confinement, et les grèves (plus d'un mois de grève, pertes de salaire pour certains) qui conduisent à cette supposition. La pandémie modifie la donne, mais si cette lutte n'existait pas, ils n'auraient aucune raison de retirer leur projet.

Mais la question des retraites, ce n'est pas que la retraite par points. L'âge d'équilibre (ex-âge pivot) continue d'être sur la table (avec certains « syndicats ») dans le cadre du système actuel. De même, les pensions retraites sont toujours taxées (csg) par ce gouvernement.

En plus d'être taxées, les pensions ont été désindexées de la hausse des prix et bloquées, et les dates de revalorisation, quand il y en a donc, sont éternellement repoussées.

Nous verrons ce qu'il y a de vrai ou non sur le projet de loi. Mais, la baisse des droits à la retraite sont en ligne de mire du medef et du pouvoir (pléonasme), et de certains « syndicats qui l'ont mis en pratique pour les complémentaires (malus/bonus) du privé.

Nous n'oublierons pas ceux qui sont responsables des dégâts sociaux et humains. Nous nous battons pour le bien commun. Pour LA VIE et les droits de ceux qui travaillent, sont au chômage, en précarité, en retraite. Ceux, dont ils feignent de découvrir que c'est eux qui font marcher le monde, le protègent, le nourrissent. Confinement ou pas, nous sommes **DEBOUT**, prêts à bouleverser le désordre de ce monde où l'injustice règne en maître.

Protégez-vous. Faites attention à vous, à vos proches. Mais ne lâchons rien !

Amicalement, l'UPR